

Présentation
L'État et la Société
State and Society

Pierre DANDURAND, Louis MAHEU, Arnaud SALES and Jean-Guy
VAILLANCOURT

Volume 15, Number 1, avril 1983

L'état et la Société

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/001162ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/001162ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Presses de l'Université de Montréal

ISSN

0038-030X (print)

1492-1375 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

DANDURAND, P., MAHEU, L., SALES, A. & VAILLANCOURT, J.-G. (1983).

Présentation : L'État et la Société. *Sociologie et sociétés*, 15(1), 3–12.

<https://doi.org/10.7202/001162ar>

Présentation

L'État et la société

PIERRE DANDURAND, LOUIS MAHEU,
ARNAUD SALES, JEAN-GUY VAILLANCOURT

L'État est aujourd'hui sur la sellette. Accusé d'être au service du Capital, accusé de trop taxer, de trop s'endetter et surtout de trop ou de mal dépenser, accusé avec sa bureaucratie de prendre trop de place dans la société, accusé dans bon nombre de pays de porter atteinte aux droits et aux libertés de l'homme et de la femme, les plaintes sont multiples et la plupart du temps bien fondées.

Curieusement, en cette époque de transnationalisation dont le processus vient à la fois contourner et miner plusieurs des capacités décisionnelles propres au pouvoir traditionnel de l'État, ce dernier, dans ses formes multiples, semble être devenu le noyau de nos sociétés, le centre vers lequel dorénavant tout doit converger pour pouvoir exister et se développer, au risque sinon de s'étioler et de disparaître. La question des relations entre *l'État et la société* est donc devenue l'objet d'un vaste débat qui ne concerne plus seulement les politiciens et les spécialistes des sciences sociales.

Si l'on peut reprocher fréquemment à ces derniers leur incapacité de prévoir les crises, il n'en va pas de même de la crise de l'État, et plus largement des rapports de plus en plus problématiques entre l'État et la société. Ceux-ci, depuis plus de 10 ans, ont fait l'objet de travaux remarquables dans plusieurs pays¹, à travers des prismes et

1. Voir, entre autres, les ouvrages suivants, et surtout ceux cités dans les notes qui suivent : Paul A. Baran et Paul M. Sweezy, *Monopoly Capital. An Essay on the American Economic and Social Order*, New York, Monthly Review Press, 1966, publié en français chez Maspero en 1968 sous le titre *le Capitalisme monopoliste*. Franz Schurmann, *The Logic of World Power*, New York, Pantheon, 1974. Barbara Chasin et Gerald Chasin, *Power and Ideology*, Cambridge, Mass, Schenkman, 1974. Suzanne de Brunhoff, *État et capital*, Grenoble et Paris, Presses universitaires de Grenoble et Maspero, 1976. Yves Leclercq, *Théories de l'État*, Paris, Anthropos, 1977. Renaud Dulong, *les Régions, l'État, et la société locale*, Paris, P.U.F., 1978. Claude Lefort, *les Formes de l'histoire : essais d'anthropologie politique*, Paris, Gallimard, 1978. Henri Lefebvre, *De l'État*, Paris,

sur des champs sectoriels dont la variété reflète l'étendue des préoccupations de ceux que fascine l'étude de l'origine et des ramifications socio-économiques du pouvoir politique. En fait, ces rapports entre État et société sont sans doute l'un des sujets les plus complexes et les plus controversés dans les sciences sociales contemporaines. Le nombre des écrits sur cette question a augmenté de façon vertigineuse ces dernières années, à tel point que des anthologies et des ouvrages de synthèse très approfondis ont fait leur apparition depuis quelques temps². Des débats ardues et des polémiques parfois féroces se sont engagés entre des chercheurs en quête d'une théorie de l'État permettant de comprendre les rapports entre les forces sociales et le pouvoir politique et en particulier la dynamique des transformations révolutionnaires ; permettant de décrire et d'expliquer les fonctions centrales de l'État et leur jeu contradictoire dans une société capitaliste ; permettant aussi d'identifier les éléments et le caractère de la crise de l'État dans les sociétés capitalistes contemporaines. Ce faisant, ils ont fait progresser considérablement la réflexion sur une multitude d'autres domaines dans l'ensemble des sciences sociales. Par contre, ils ont trop peu prêté attention aux États des sociétés dépendantes et des sociétés socialistes³, ce qui n'a pas été sans effets sur la validité de certains développements théoriques.

Si l'on examine de plus près le développement des perspectives sur l'État au cours des trente dernières années, on s'aperçoit que plusieurs d'entre elles ont subi des revers de fortune assez considérables. À peine apparaissaient-elles établies qu'un nouveau courant d'interprétation venait les évincer, alors que par ailleurs les questions théoriques se multipliaient et que se développaient des raffinements analytiques, non exempts quelquefois de brutalité politique et de sectarisme.

Bien établie dans l'immédiat après guerre, aux États-Unis surtout, la théorie pluraliste voyait dans l'État un mécanisme permettant de répondre aux demandes et de satisfaire les intérêts d'une pluralité de groupes de pression qui se partagent le pouvoir et influencent les décisions gouvernementales⁴. Dès la fin des années cinquante, C. Wright Mills viendra briser le consensus de l'époque avec l'approche plus radicale en termes d'élite du pouvoir⁵. La brèche n'était pas sans importance, car

Union générale d'éditions, « 10-18 », 4 vol. 1976-1978. Nicos Poulantzas, *l'État, le pouvoir, le socialisme*, Paris, P.U.F., 1978. E.O. Wright, *Class, Crisis and the State*, Londres, New Left Books, 1978. Gianfranco Poggi, *The Development of the Modern State: A Sociological Introduction*, Stanford, Stanford University Press, 1978. Perry Anderson, *l'État absolutiste*, Paris, Maspero, 1978. Theda Skocpol, *States and Social Revolution*, Boston, South End Press, 1979. Ian Gough, *The Political Economy of the Welfare State*, Atlantic Highlands, N.J., Humanities Press, 1979. Bertram Gross, *Friendly Fascism: The New Face of Power in America*, New York, M. Evans, 1980. Maurice Zeitlin, *Classes, Class Conflict and the State*, Cambridge, Mass., Winthrop Publishers, 1980. Jean-Marie Vincent, *les Mensonges de l'État*, Paris, Editions Le Sycomore, 1979. Pierre Rosanvallon, *la Crise de l'État providence*, Paris, Seuil, 1981. Anthony Giddens, *Critique of Historical Materialism*, vol. I, London, 1981. Claude Gilbert et Guy Saez, *l'État sans qualités*, Paris, P.U.F., 1982. David Burham, *The Rise of the Computer State*, New York, Random House, 1983.

2. Mentionnons, entre autres, l'anthologie qui doit paraître bientôt de textes publiés dans la revue *Kapitalistate*, et le récent ouvrage du sociologue britannique Bob Jessop, *The Capitalist State*, Oxford, Martin Robertson, 1982, et celui du philosophe français François Chatelet, *Conceptions politiques du XX^e siècle*, Paris, P.U.F., 1981. Dans une orientation idéologique différente, on pense à des ouvrages comme ceux publiés sous la direction de Reinhard Bendix et al., *State and Society*, Berkeley, University of California Press, 1973, de Nicos Poulantzas, *la Crise de l'État*, Paris, P.U.F., 1976, de Colin Crouch, *State and Economy in Contemporary Capitalism*, New York, St-Martin's Press, 1978.

3. Parmi le petit nombre de travaux qui se sont attaqués à ces questions dans une perspective générale, il convient de citer les ouvrages d'Alain Touraine, *Production de la société*, Paris, Seuil, 1973 et *la Voix et le regard*, Paris, Seuil, 1978. On peut trouver aussi de nombreux éléments dans la sociologie latino-américaine ; cependant, le « nationalo-centrisme » de certaines analyses ne pouvait apparaître que comme un obstacle à ceux qui visaient une théorie générale de l'État capitaliste qui apparaît aujourd'hui de plus en plus difficile à formuler.

4. Les ouvrages pluralistes les plus connus sont sans doute ceux du chef de file de cette école, Robert A. Dahl, *Who Governs*, New Haven, Conn. Yale University Press, 1961, publié en français chez Armand Colin en 1971, et Robert A. Dahl, *Dilemmas of Pluralist Democracy: Autonomy vs Control*, New Haven, Yale University Press, 1982.

5. C. Wright Mills, *The Power Elite*, New York, Oxford University Press, 1965 ; Irving L. Horowitz (édit.), *Power, Politics and People: The Collected Essays of C. Wright Mills*, New York, Ballantine, 1963 ; G. William Domhoff et Hoyt B. Ballard (édit.), *C. Wright Mills and the Power Elite*, Boston, Beacon Press, 1968.

elle ouvrait un débat où pluralistes d'un côté et marxistes de l'autre pouvaient s'affronter plus directement.

Vers le milieu des années 60, pluralisme et élitisme semblaient finalement assez près l'un de l'autre au moins pour les marxistes et donnaient lieu à des recherches empiriques de grande envergure sur le pouvoir, comme celle de John Porter⁶ au Canada. Ces deux approches ont, chacune à leur façon, tracé la voie à des réflexions plus radicales sur la base de leurs résultats. Se situant sur ce versant radical et combattant le pluralisme sur le terrain empirique, les travaux de Miliband et de Domhoff⁷ peuvent être considérés comme le point d'aboutissement de cette perspective à propos de l'État.

De son côté, la théorie marxiste de l'État était, jusqu'au milieu des années 60, si l'on excepte la réflexion non orthodoxe de Gramsci, encore figée dans les débats autour du capitalisme monopoliste d'État (CME) qui demeure l'approche théorique privilégiée des partis communistes⁸. En fait, le thème central de la fusion des monopoles et de l'État en un mécanisme unique de domination économique-politique a donné lieu à de multiples travaux un peu partout dans le monde⁹. Mais il faut attendre la fin des années 60 pour observer un renouvellement profond de la théorie marxiste de l'État grâce à la percée réalisée en France, entre autres par Nicos Poulantzas. Celui-ci, en utilisant les ouvrages plus historiques de Marx et en combinant l'apport de Gramsci et le structuralisme d'Althusser, va développer une œuvre originale et considérable sur l'État capitaliste, les classes sociales et leur rapport au pouvoir politique. Ses travaux vont mettre l'accent sur la spécificité du politique, l'importance du rôle de l'État dans la reproduction des relations économiques propres à une société capitaliste, la question du poids des structures sur les luttes sociales et la constitution de l'unité du bloc au pouvoir et de son hégémonie. À travers des controverses retentissantes, il battra en brèche les conceptions instrumentalistes de l'État, notamment la théorie du capitalisme monopoliste d'État, ainsi que la perspective de Miliband, à qui il reproche, plutôt injustement d'ailleurs, de rester sur le même terrain épistémologique que les pluralistes auxquels il s'oppose.

Si Poulantzas et Miliband ont largement contribué à la définition du champ d'étude de l'État, on ne doit pas oublier un ensemble d'autres réflexions qui ont favorisé le développement de la théorie marxiste de l'État, en particulier en Allemagne. Dans ce pays, un important courant de recherche recouvert par le vocable de «*débat sur la dérivation de l'État*» — et représenté principalement par Müller, Neusüss, Altvater, Hirsch et Von Braunmühl — a focalisé ses travaux sur les fondements logiques de la forme et des fonctions de l'État capitaliste. Cherchant à répondre à un ensemble de problèmes politiques propres à l'Allemagne des années 70, ces chercheurs ont tenté, à travers un discours auquel on a souvent reproché son abstraction et son formalisme, de fonder la séparation du politique et de l'économique dans l'analyse du capital, et donc de dériver (au sens de tirer l'origine de) l'État de la catégorie du capital¹⁰. Malgré la forme souvent très scolastique du débat ouvert par cette approche et sa sensibilité trop abstraite à l'égard des mouvements sociaux, on ne peut nier son apport qui, quoique partant essentiellement de déterminations d'ordre économique, a contribué à éclairer les rapports

6. John Porter, *The Vertical Mosaic, An Analysis of Social Class and Power in Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 1965.

7. Ralph Miliband, *The State in Capitalist Society. An Analysis of the Western System of Power*, London, Weidenfeld and Nicolson, 1969, publié en français en 1973 par Maspero, sous le titre *l'État dans la société capitaliste*. Voir aussi les livres suivants de G. William Domhoff: *Who Rules America* (Englewood Cliffs, New Jersey, 1967), *The Higher Circles* (New York, Random House, 1970), *Who Really Rules* (Santa Monica, Goodyear, 1978), et *The Powers That Be* (New York, Vintage, 1979).

8. Voir par exemple l'ouvrage français écrit en collaboration, *le Capitaliste monopoliste d'État*, 2 t., Paris, Éditions sociales, 1971.

9. Voir à ce sujet l'analyse très documentée de Bob Jessop dans *The Capitalist State*, *op. cit.*, chap. 2. Les plus récents, ceux par exemple de Boccara, Delilez et Herzog en France, ou de Fine et Harris en Grande-Bretagne ont relancé le débat tout en stimulant la réflexion sur les rapports entre l'État et l'économie.

10. Voir pour une présentation de ce courant, John Holloway et Sol Picciotto (édit.) *State and Capital, A Marxist Debate*, Austin, University of Texas, 1979 ainsi que Bob Jessop, «*Recent Theories of the Capitalist State*», *Cambridge Journal of Economics*, 1977, 1 (IV) et du même auteur, le chapitre 3 de son ouvrage déjà cité.

de l'État à la société, à miner les positions des théoriciens du capitalisme monopoliste d'État et à montrer, au risque de faire apparaître les limites mêmes de ce débat, que la reproduction des contradictions de la société capitaliste au sein de l'État empêche celui-ci d'intervenir à tout coup, adéquatement et unilatéralement, en faveur du capital pris dans son ensemble.

Refusant l'enfermement dans l'univers rigoureux d'une fidélité trop orthodoxe à Marx (notamment sur la question de la loi de la valeur), un autre courant, qualifié par le précédent de « révisionniste », a également pris ses racines en Allemagne avec Habermas¹¹ et Offe¹², mais aussi sur la côte ouest des États-Unis avec O'Connor¹³, Wolfe¹⁴ et plusieurs des membres du *Bay Area Kapitalistate Group*¹⁵. Ce qui a été surtout retenu de ces travaux consiste dans la conceptualisation contradictoire du rôle de l'État, soit celui de maintenir l'accumulation du capital et en même temps d'assurer la légitimation de ce processus. La compréhension de cette dialectique suppose, en fait, une analyse des rapports et du développement respectif du secteur public et du capital privé, notamment de sa fraction monopoliste. Pour ces auteurs, étant donné les potentialités de crise, l'un des éléments centraux est le type de rationalité propre à l'État et de façon extensive au secteur public. Cette rationalité, selon eux, non seulement reproduit, mais aussi fait décroître ou même nie carrément la forme marchandise sur laquelle sont basés les échanges capitalistes, ce qui a pour effet de miner à la fois l'accumulation et la légitimation. Il y a donc de façon générale dans les sociétés capitalistes avancées des tendances de crise importantes : crise fiscale, crise de la rationalité administrative, crise du système politique et plus largement encore, selon l'expression de Claus Offe, « crises de la gestion de crise »¹⁶. Ceci fait craindre l'apparition de formes autoritaires d'État pour assurer l'accumulation sans pour autant préserver la légitimité.

Comme on le voit, les perspectives d'inspiration marxiste sur l'État capitaliste ont connu un développement très important au cours des quinze dernières années. Elles n'ont pas cependant couvert l'ensemble du champ. Des analyses se situant hors des limites fixées par les débats précédents ont, par contre, permis d'attaquer des problèmes nouveaux, de réintroduire l'histoire et de prendre en compte le fait que « l'État « existant » change avec la frontière de chaque pays »¹⁷. Nous pensons notamment aux analyses de Touraine¹⁸ qui, dans une perspective globale et riche en références historiques, soulignent que l'État n'est pas un simple mainteneur d'ordre ou un simple agent de reproduction sociale. Il est aussi et surtout un agent fondamental de changement historique dont le rôle et les formes varient selon la configuration des forces sociales,

11. Jürgen Habermas, *Legitimation Crisis*, Boston, Beacon Press, 1975, ainsi que *l'Espace public*, Paris, Payot, 1978 (1^{re} éd., 1962).

12. De façon sélective, on peut mentionner de Claus Offe, « Structural Problem of the Capitalist State », dans Von Beyme (édit.), *German Political Studies*, vol. 1, Londres, Sage, 1974. « The Theory of the Capitalist State and the Problem of Policy Formation », dans L. Lindberg *et al.* (édit.), *Stress and Contradiction in Modern Capitalism*, Lexington, D.H. Heath, 1975. Avec Volker Ronge, « Theses on the Theory of the State », dans *New German Critique*, 6, 1975.

13. James O'Connor, *The Fiscal Crisis of the State*, New York, St-Martin's Press, 1973; James O'Connor, *The Corporations and the State*, New York, Harper and Row, 1974.

14. Alan Wolfe, *The Limits of Legitimacy: Political Contradiction of Contemporary Capitalism*, New York, Free Press, 1977; Alan Wolfe, *America's Impasse*, New York, Pantheon Books, 1981.

15. À travers son réseau international, la revue *Kapitalistate* est aujourd'hui l'un des centres de convergence et d'échange les plus ouverts en matière de recherche sur la théorie de l'État. La revue a été au départ formée d'un collectif international de rédacteurs : O'Connor (USA), Liebfried (RFA), Martinelli (Italie), Noguchi (Japon). Paraissant une fois par an, elle a accueilli dans ses pages la plupart des nouveaux courants théoriques sur l'État. Actuellement, la revue s'appuie fondamentalement sur le travail du *Bay Area Kapitalistate Group* coordonné par Patricia Morgan et Bryan Murphy. Plusieurs des auteurs publiés dans le présent numéro font partie du réseau international de *Kapitalistate* et ont participé à l'*International Conference on the State*, organisée par Patricia Morgan et Carlo Carboni à Cosenza, Italie, en juin 1982.

16. Claus Offe, « Crises of Crisis Management, Elements of a Political Crisis Theory », *International Journal of Politics*, Automne 1976.

17. Karl Marx, *Critique du programme du parti ouvrier allemand* (programme de Gotha), 1975, dans *Œuvres*, Paris, La Pléiade, Gallimard, 1963, p. 1428. Marx continue ainsi en disant « dans l'Empire prussien-allemand, il est autre qu'en Suisse, en Angleterre et aux États-Unis; l'État « existant » c'est donc une fiction ».

18. Alain Touraine, *Production de la société*, *op. cit.*; ainsi que *la Voix et le regard*, *op. cit.*; *Mort d'une gauche*, Paris, Galilée, 1979, et *l'Après-socialisme*, Paris, Grasset, 1980.

et en particulier selon les caractéristiques de la classe dirigeante. Pour Touraine, la combinaison de cette force de changement et des luttes historiques a un impact considérable sur le développement puisque c'est elle qui va lui donner sa forme sociale.

En raison de la complexité de l'objet, la littérature peut apparaître inépuisable selon le regard que l'on veut porter. Si nous limitons ce survol aux travaux à connotation sociologique, on ne peut alors passer sous silence ceux qui ont, souvent à travers l'observation concrète du social, cherché à analyser la spécificité institutionnelle des États pour éclairer ainsi certaines des caractéristiques générales propres aux sociétés correspondantes¹⁹.

La recherche sociologique sur l'État au Canada²⁰, marquée par les perspectives théoriques présentées ici, relève généralement de cet effort de recherche axé sur des sociétés spécifiques. Les préoccupations principales ont été essentiellement centrées sur l'histoire et le fonctionnement de l'État fédéral, les caractéristiques de la bureaucratie d'État et ses liens avec le monde des affaires, le rôle original de l'État canadien dans le développement lié à la place du pays dans le triangle de l'Atlantique-Nord, l'unissant à la Grande-Bretagne et aux États-Unis. L'État-Providence a aussi été, comme dans la plupart des pays industrialisés, l'objet de nombreuses recherches au cours des dernières années.

Ces diverses préoccupations ont aussi été présentes au Québec, mais elles ont généralement été réfractées à travers le prisme de la question nationale qui a concentré l'essentiel des réflexions sur l'État, si l'on excepte des ouvrages plus proches de la science politique et administrative décrivant le fonctionnement de l'État provincial²¹.

19. Par exemple, Ezra Suleiman, *Politics, Power and Bureaucracy in France*, Princeton, Princeton University Press, 1974; Bertrand Badie et Pierre Birnbaum, *Sociologie de l'État*, Paris, Grasset, 1979; Pierre Birnbaum, *la Logique de l'État*, Paris, Fayard, 1982.

20. Sans entrer dans le détail d'une longue bibliographie, on peut mentionner l'ouvrage édité par Leo Panitch, *The Canadian State Political Economy and Political Power*, Toronto, University of Toronto Press, 1977; Dennis Olsen, *The State Elite*, Toronto, McClelland and Stewart, 1980; Seymour Wilson, *Canadian Public Policy and Administration: Theory and Environment*, Toronto, McGraw-Hill Ryerson, 1981. Mentionnons aussi le travail de synthèse bibliographique de Peta Sheriff, «Sociology of Public Bureaucracies», in *Current Sociology* / *La sociologie contemporaine*, XXIV, n° 2, 1976, même s'il ne porte pas sur la réalité canadienne. Voir aussi Daniel Glenday, Hubert Guindon, Allan Turowetz, *Modernization and the Canadian State*, Toronto, MacMillan, 1978.

21. Parmi les travaux publiés en français au Québec depuis quelques années, on peut mentionner: Gérard Bergeron, *le Fonctionnement de l'État*, Paris, Colin, 1965. Marcel Rioux, *la Question du Québec*, Paris, Seghers, 1969. Stanley-Bréhaut Ryerson, *Capitalisme et confédération. Aux sources du conflit Québec-Canada*, Montréal, Parti pris, 1972. Léon Dion, *Nationalisme et politique au Québec*, Montréal, HMH, 1975. Gilles Bourque, *l'État capitaliste et la question nationale*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1977. Gérard Bergeron, *la Gouverne politique*, Paris/La Haye, Mouton, 1977. Nicole Arnaud et Jacques Dofny, *Nationalism and the National Question*, Montréal, Black Rose Press, 1977. Hubert Guindon, «Les modernisations du Québec et la légitimité de l'État canadien», *Recherches sociographiques*, vol. 18, n° 3, 1977. Nicole Laurin-Frenette, *Production de l'État et formes de la nation*, Montréal, Nouvelle Optique, 1978. Paul Bélanger et Céline St-Pierre, «Dépendance économique, subordination politique et oppression nationale: le Québec 1960-1977», in *Sociologie et Sociétés*, vol. n° 10, n° 2, octobre 1978, pp. 123-147. Henry Milner, *Politics in the New Quebec*, Toronto, McClelland and Stewart, 1978. Alain Baccigaluppo, *les Grands Rouages de la machine administrative québécoise*, Montréal, Éditions Agence d'ARC, 1978. Jean-François Léonard (édit.), *la Chance au coureur — Bilan de l'action du gouvernement du Parti Québécois*, Montréal, Nouvelle Optique, 1978. Marc Renaud, «Quebec New Middle Class in Search of Social Hegemony: Causes and Political Consequences», *International Review of Community Development*, n°s 39-40, 1977. Jean-Guy Vaillancourt et Pauline Vaillancourt, «Contemporary Nationalism and the Left», *The Australian and New Zealand Journal of Sociology*, 14 (3), 1978, Part II, pp. 329-339. Louis Maheu, «La conjoncture des luttes nationales au Québec: mode d'intervention étatique des classes moyennes et enjeux d'un mouvement social de rupture», dans *Sociologie et sociétés*, II, n° 2, 1979, pp. 125-144. Louis Maheu, «Pouvoir et société au Québec: le problème de l'État et les appareils d'État», *la Transformation du pouvoir au Québec. Actes du colloque 1979 de l'A.C.S.A.L.F.*, Montréal, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1980. Jacques Mascotto et Pierre-Yves Soucy, *Sociologie politique de la question nationale*, Montréal, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1979. Roch Denis, *Lutte de classe et question nationale au Québec, 1948-1968*, Montréal, Presses socialistes internationales, 1979. Gilles Bourque et Anne Légalé, *le Québec et la question nationale*, Paris, Maspero, 1979. Arnaud Sales, *la Bourgeoisie industrielle au Québec*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1979. Arnaud Sales, «Système mondial et mouvements nationaux dans les pays industrialisés: l'exemple Québec-Canada» dans *Sociologie et Sociétés*, vol. XI, n° 2, octobre 1979. Jean-Jacques Simard, *la Longue Marche des technocrates*, Montréal, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1979. Gérard Bergeron et Réjean Pelletier (sous la direction de), *l'État du Québec en devenir*, Montréal, Boréal-Express, 1980. Robert Vandycke, «La question nationale: où en est la pensée marxiste?», *Recherches sociographiques*, XI (1-2), 1980. Gilles Bourque et Gilles Dostaler, *Socialisme et indépendance*, Montréal,

C'est donc dans ce champ que la contribution des chercheurs québécois est la plus originale puisqu'elle a été nourrie par un véritable terrain d'expérience pour les mouvements nationaux dans les pays industrialisés.

Il semble cependant que, compte tenu de cette focalisation intense sur la question nationale, et compte tenu aussi d'un essoufflement du débat, lié d'une part à l'échec du référendum sur la souveraineté et d'autre part à la crise économique mondiale qui déplace les enjeux, il soit utile, aujourd'hui, de diversifier les analyses. Ceci explique pourquoi ce numéro de *Sociologie et sociétés* sur l'État n'aborde pas de façon spécifique la question nationale malgré sa pertinence au Québec. Nous avons plutôt cherché ici à réunir des articles permettant de poser sous différents angles la question des rapports entre l'État et la société dans le contexte d'une crise profonde qui oblige sans aucun doute à renouveler les problématiques sur cet objet. Voyageant du Québec à l'Italie, nous passerons aussi par New York et Berlin, examinant, tour à tour, le problème des dépenses publiques et de l'intervention de l'État, la crise de l'État-Providence, l'impact des politiques d'État sur la structure de classe, ou encore la difficile relation qui s'établit entre le changement social programmé par l'État, les actions conflictuelles des groupes de base et des nouveaux mouvements sociaux, notamment dans le champ urbain et le problème plus général de l'appropriation étatique du tissu social qui semble s'être étendue à une allure record au cours des vingt dernières années. Les intellectuels, penseurs ou technocrates, sont aussi présents, et ce, jusque dans la reconstruction de l'opinion publique pour faire face à la crise de la représentation politique dont parle Touraine.

Analysant de façon comparative les positions idéologiques des hauts fonctionnaires et des dirigeants du secteur privé à l'égard des multiples facettes de l'intervention de l'État, Arnaud Sales montre dans son article combien sont ambigus les programmes de restriction des dépenses publiques et de limitation de l'étendue de ces interventions, notamment dans le contexte d'une société dépendante où l'État a été promu pendant 20 ans au rang de levier central de développement. Pour expliquer les enjeux du débat, l'auteur situe d'abord les rapports du capital privé et de l'État dans le procès d'accumulation. Au Québec, ceux-ci ont une spécificité qui tient d'une part à la structure de la classe dirigeante et d'autre part au cadre politique fédératif dans lequel la société québécoise est insérée. Ceci éclaire la configuration des positions idéologiques des hauts dirigeants sur l'intervention de l'État analysée à partir d'une trentaine de propositions touchant différents types d'interventions étatiques : fonctions traditionnelles de l'État libéral, nouvelles régulations (environnement, santé et sécurité au travail, politiques linguistiques), politiques de redistribution, interventions dans les activités industrielles (contrôle de l'investissement étranger, politique pétrolière, intervention directe de l'État dans le processus productif), modes d'intervention de l'État. L'analyse montre notamment que ceux qui se trouvent au sommet des centres de pouvoir publics et privés sont rarement prêts à se passer de l'intervention étatique même dans un contexte de restriction sévère des dépenses publiques. Cependant, des nuances sensibles peuvent être mises en évidence selon l'appartenance au privé ou au public mais aussi selon qu'il s'agit d'anglophones ou de francophones, ces derniers considérant toujours l'État québécois comme un instrument de maîtrise nationale de l'économie. Nous avons ici une démonstration empirique intéressante de la complexité des relations entre l'État et

Boréal-Express, 1980. Jacques Godbout, Jean-Pierre Collin, *les Organismes populaires en milieu urbain : contre-pouvoir ou nouvelle pratique professionnelle?*, Montréal, I.N.R.S.-Urbanisation, 1977. Pierre Hamel et Jean-François Léonard, *les Organisations populaires, l'État et la démocratie*, Montréal, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1981. Gérard Boismenu, *le Duplessisme, politique économique et rapports de force, 1944-1960*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1981. Pierre Fournier (sous la direction de), *Capitalisme et politique au Québec*, Montréal, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1981. Marc Ferland et Yves Vaillancourt, *Socialisme et indépendance au Québec*, Montréal, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1981. Nicole Laurin-Frenette et Jean-François Léonard, *l'Impasse. Enjeux et perspectives de l'après-référendum*, Montréal, Nouvelle Optique, 1981. L. Borgeat, R. Dussault, L. Ouellet et collaborateurs, *l'Administration québécoise*, Québec, P.U.Q., 1982. Dorval Brunelle, *l'État solide, Sociologie du fédéralisme au Canada et au Québec*, Boucherville, Éditions métropolitaines, 1982. K. McRoberts et D. Postgate, *Développement et modernisation du Québec*, Montréal, Boréal Express, 1983. Yves Vaillancourt, *le P.Q. et le social : éléments de bilan des politiques sociales du gouvernement du Parti Québécois, 1976-1982*. Montréal, Éditions socialisme et indépendance, 1983.

l'économico-social dans un contexte de dépendance où la question nationale vient constamment interférer dans les rapports sociaux.

Après le cas du Québec, c'est celui de l'Italie qui est abordé, dans deux textes écrits par deux spécialistes du problème du rapport État et société et de la question de l'État-providence en Italie. Au cours des dernières années, on a fréquemment annoncé la fin prochaine, l'agonie ou la mort de l'État-providence. Si les restrictions et les coupures dans les dépenses sociales de plusieurs États semblent donner raison à ces analyses, les choses, on s'en doute bien, ne sont pas aussi simples. C'est du moins ce que laisse entrevoir l'analyse d'Enrico Pugliese des politiques de bien-être en Italie et tout particulièrement dans la région sud de ce pays. S'inspirant des travaux d'Ian Gough, Pugliese démontre que sous l'effet de la crise, les politiques de l'État dans cette région agricole du sud de l'Italie, caractérisée par sa très grande dépendance économique, se résument à de simples mesures de transferts de revenus à un nombre croissant de paysans et de travailleurs agricoles en chômage ou sous-employés.

Dans le mezzogiorno italien, les interventions de l'État ont donc acquis une spécificité propre, à cause des problèmes particuliers qui caractérisent cette région. En analysant les fonctions parfois contradictoires de l'État-providence italien, Pugliese nous permet de comprendre sa nature ainsi que les changements qui l'affectent. Le dualisme de l'économie italienne a mené le sud à une situation de dépendance et, qui plus est, de dépendance-assistée. Dans le sud, pour reprendre une distinction maintenant devenue classique, la fonction de légitimation a donc pris le dessus sur la fonction d'accumulation. On est ainsi passé d'une forme de keynésianisme à un stade où les politiques de bien-être ont nettement pris le dessus sur celles du développement et de la gestion économique. En somme, Pugliese montre comment les politiques sociales de l'État italien dans le secteur du bien-être se sont développés dans le contexte de la crise qui touche durement le sud de l'Italie, et comme une conséquence de celle-ci.

Le processus de dépendance-assistée apparaît à Pugliese presque inéluctable et du même coup rend indispensables certaines politiques du bien-être. À partir de là, soutient-il, il est plus juste de penser à une crise *dans* l'État-Providence qu'à une crise *de* l'État-Providence. Un tel changement d'optique est lourd de conséquences, si on comprend que cette forme d'État qu'on désigne sous le terme d'État-Providence, n'est pas fondamentalement mise en cause dans la présente crise du capitalisme. Il y a là tout au moins un débat passionnant qui est ouvert.

Alors qu'Arnaud Sales a fixé son analyse sur les rôles respectifs de l'État et du secteur privé dans l'accumulation du capital et Pugliese, sur les fonctions complexes de l'État-providence, Carlo Carboni nous entraîne sur un autre terrain. Son étude porte en effet sur l'impact des politiques de l'État dans la différenciation sociale et tout spécialement dans la reproduction des classes. La position qu'il adopte sur cette question des rapports État-classes sociales est relativement audacieuse puisque d'entrée de jeu il affirme que les « relations de classes doivent être interprétées en termes de relations entre l'État et la société plutôt que du point de vue immédiat des relations de production ». Est-ce à dire que nous nous retrouvons face à un nouveau mode de production, soit un mode de production étatique ? Carboni se défend de prendre une position aussi radicale. L'accent mis sur ce rôle de l'État dans l'évolution des classes sociales a pour lui une valeur heuristique : il faut exagérer cette détermination pour mieux dégager l'impact spécifique de l'État en ce domaine. En prenant comme exemple le cas de l'Italie des années 70, il montre que les politiques de l'État, développées en réponse à des mouvements sociaux importants, ont conduit à de nouvelles contradictions et à de sérieuses ambiguïtés au sein des classes sociales. La lutte des classes s'exprime dorénavant par des luttes sociales très variées portant sur des enjeux situés la plupart du temps hors de l'entreprise. D'autre part, les transformations qui s'opèrent dans la structure de classe sont liées à de nouvelles formes d'activités productives et reproductives qui renvoient elles-mêmes à une segmentation très complexe du marché du travail (qui dépasse le simple dualisme suggéré par Piore). À tous ces « moments », l'État intervient et souvent de façon décisive. Ces interventions ont, selon

Carboni, pour effet de faire éclater les classes sociales et de permettre d'éviter des confrontations plus directes entre la bourgeoisie et la classe ouvrière. Cependant, le large éventail des revendications sociales, la complexification des structures sociales et des classes posent au système politique et à l'État des problèmes de contrôle social, problèmes qu'ils ont eux-mêmes contribué à mettre en place. Voilà un peu dans quel contexte le parti chrétien-démocrate tente de se maintenir au pouvoir et la gauche, elle, à y accéder.

L'article de Louis Maheu développe davantage une facette, déjà évoquée dans l'article de Carboni, de l'impact de l'État sur la structuration des rapports de classes et par là du tissu social en général. Cette facette particulière met en œuvre, non plus les rapports de l'État et des classes sociales au sens plus classique du terme, mais bien plutôt les rapports de la société politique avec les mouvements de base, nouveaux mouvements sociaux à clientèle pluriclassiste. Trois composantes spécifiques des conduites collectives conflictuelles des mouvements de base sont mises en relief : une défense des conditions socio-économiques de vie de certaines populations défavorisées, défense analogue à une pratique syndicale ; une volonté politique, s'affirmant contre les appareils étatiques et contre les exigences d'expertise professionnelle qu'ils imposent à ceux qui les fréquentent, d'appropriation collective et d'auto-contrôle des équipements sociaux ; enfin, une pratique de changement social qui cherche à socialiser, à la base, des aires de consommation et des formes d'utilisation d'équipements sociaux, et qui s'exerce contre l'appropriation étatique de certains services et équipements sociaux.

L'auteur propose justement de voir comme une contradiction majeure, à la base de la structuration des sociétés contemporaines, l'opposition conflictuelle entre les modes d'intervention étatique, se muant irréductiblement en appropriation étatique du social, et la conquête d'une appropriation collective de zones et d'aires du tissu social qui anime les conduites collectives des mouvements de base. C'est l'émergence et la consolidation de ce conflit social central qui donnerait à l'action des mouvements de base tout son relief. Et son aboutissement ultime ne serait-il pas la progressive consolidation de nouvelles bases et orientations du changement social, et la théorisation à en faire, lesquelles renvoient à ce problème majeur des sociétés contemporaines qui en préoccupe plusieurs, dont P. Rosanvallon et A. Touraine, soit celui des rapports nouveaux à instaurer entre l'État et la société ?

Il faut sans doute sortir de l'État pour bien comprendre l'État. Et un des lieux privilégiés de « sortie » nous est offert par l'étude des mouvements sociaux qui, comme on a pu le constater dans le texte de Louis Maheu, viennent frapper au contrefort des appareils étatiques pour les miner, les éroder et éventuellement s'y briser. C'est dans cette perspective que prend tout son sens l'analyse faite par Katz et Mayer, des mouvements d'auto-assistance dans le domaine du logement en milieu urbain. Suivre à New York et à Berlin la montée de ces mouvements, leurs luttes pour tenter de s'appropriier et gérer de façon autonome ce secteur fondamental qu'est le logement, permet de prendre un peu mieux la mesure de la force et de la faiblesse de tels mouvements et des enjeux qu'ils soulèvent.

À l'instar de bien d'autres mouvements sociaux, les luttes d'auto-assistance dans le domaine du logement sont porteuses d'un projet qui dépasse la simple volonté de se réapproprier un champ spécifique du social (en l'occurrence l'habitation), pour se fixer sur un objectif plus large de participation au pouvoir et au contrôle politique.

Comme le font bien voir Katz et Mayer, dans la perspective de l'État, les mouvements d'auto-assistance apparaissent à la fois menaçants et attrayants : menaçants, on le comprend assez bien puisque cette forme de solidarité et de réorganisation de la société civile remet en question la gestion étatique du social ; attrayants, dans la mesure même où, récupérée, l'auto-assistance peut non seulement renforcer le contrôle de l'État sur certaines couches sociales marginalisées, mais peut aussi permettre de gérer à bon compte les problèmes considérables que pose la question du logement en milieu urbain.

C'est sur cette ligne de risque que Katz et Mayer concluent leur article. Cependant, il est bien clair, que l'État pour une part peut prendre avantage de la crise pour tenter de récupérer de tels mouvements et que, d'autre part, la capacité organisationnelle de ces mouvements est d'ores et déjà largement entravée. En somme s'il y a un partage des risques, ce partage ne nous semble pas également réparti entre l'État et les mouvements sociaux.

Les deux textes suivants portent sur le rôle des intellectuels face à l'État. Il s'agit dans un cas comme dans l'autre de conférences prononcées récemment.

Le premier, celui de Nicole Laurin-Frenette, constitue une véritable mise en question des rapports que les différentes catégories d'intellectuels entretiennent avec le pouvoir et plus spécifiquement avec l'État. Qu'on ait affaire aux spécialistes des sciences pures et appliquées, aux spécialistes des sciences humaines et sociales, aux intellectuels ou aux idéologues, tous nous sont présentés dans le déroulement d'une analyse très incisive, comme partie prenante d'un pouvoir qui leur échappe. Ainsi se trouve souligné à nouveau le fait que la science, qu'elle soit « pure » ou « humaine », et que plus généralement l'idée, la pensée et la connaissance, n'ont pas de pouvoir en soi.

Du même coup les intellectuels apparaissent désinvestis de leurs principaux attributs. Mais c'est compter sans les illusions qu'ils nourrissent quant à leur rôle et sans les illusions dans lesquelles le pouvoir lui-même veut bien les maintenir. Il semble que ce soit dans cette nébuleuse que se tissent les rapports entre les intellectuels et le pouvoir. Et peut-être ne se révèlent-ils jamais aussi bien que dans les postures d'opposition au pouvoir, de certains intellectuels : « La critique du pouvoir participe au pouvoir autant que l'apologie du pouvoir », écrit Nicole Laurin-Frenette. Cette position n'est pas sans affinité avec celle des anarchistes et des sociologues du grand refus. Elle a le mérite de démystifier les envolées grandioses de certains sur le pouvoir des intellectuels, mais elle n'est pas sans pessimisme vis-à-vis des possibilités de changement social.

Le texte d'Alain Touraine s'attaque à la question de la crise de la représentation politique, c'est-à-dire la crise de la façon dont la politique nous représente. Selon lui, la démocratie est menacée par l'impuissance des forces sociales face à un État qui a tendance à devenir absolutiste. Touraine examine les principales conditions qui pourraient permettre aux diverses composantes sociales de la population d'être autre chose qu'une masse amorphe face au pouvoir, donc d'être représentées adéquatement au plan politique. D'abord, les acteurs sociaux devraient être définis par des rapports sociaux institutionnalisables de domination dans lesquels ils sont engagés et avoir la capacité de s'organiser et de s'exprimer pour pouvoir agir de façon autonome, au plan culturel et social, indépendamment du pouvoir politique. Ensuite, il faudrait que l'opinion publique existe comme relais indépendant et actif entre les acteurs sociaux et l'État. Ici, Touraine fait intervenir le rôle des intellectuels et des universitaires, qui ne doivent être ni des valets au service du pouvoir, ni des idéologues des groupes sociaux, ni de purs experts techniques ou des communicateurs de faits, mais plutôt des esprits à la fois autonomes, libres et critiques, engagés dans la formation d'une opinion publique avertie.

Il montre que les partis politiques ont perdu leur capacité de représenter les forces sociales, en même temps que ces dernières ont de la difficulté à s'organiser adéquatement, déchirées qu'elles sont souvent par des contradictions insolubles. Quant aux intellectuels, ils ont sombré dans le silence après avoir été forcés à représenter des forces sociales de plus en plus éloignées d'eux. Pour Touraine, de nouveaux mouvements sociaux sont en voie de formation et frappent à la porte du système politique. Touraine semble donc plus optimiste que Marcuse et que les penseurs anarchistes vis-à-vis des possibilités de percée, surtout si les intellectuels et les spécialistes des sciences sociales acceptent de faciliter le passage des forces sociales nouvelles à l'opinion publique, afin de préparer à long terme la transcription de ces forces sociales au niveau politique.

Le numéro se termine avec une note de recherche de Gilles Breton. Il s'agit d'une analyse théorique de type poulantzassien sur les rapports entre l'État national des pays développés et l'économie mondiale. L'auteur y démontre l'importance croissante de l'intervention étatique au plan national sur le développement de l'économie internationale en pleine crise, et la détermination croissante de la politique au plan national et de la formation sociale nationale, par la division internationale du travail et par les contradictions de l'économie mondiale. Il postule que la relation bilatérale entre pouvoir politique et économie mondiale se matérialise d'abord et avant tout par l'intériorisation politique du capital étranger et de ses intérêts, c'est-à-dire par la prise en charge par l'État du capital impérialiste étranger. C'est l'État, selon Breton, qui exprime et produit l'insertion spécifique de chaque formation sociale dans l'économie mondiale, et qui est au centre de la production et de la reproduction des rapports sociaux. Les fonctions économiques, selon l'expression de Poulantzas, «déterminent désormais... la place dominante au sein de l'État», ce qui amène un déplacement vers l'idéologie de l'État-Providence. Malgré l'internationalisation du capital, le rôle de l'État reste dominant, même dans le domaine du développement économique national articulé à l'économie mondiale. En somme, «l'intervention économique de l'État participe directement à l'intégration d'une formation sociale au sein de l'économie mondiale de même qu'aux transformations structurelles de cette dernière».

L'ensemble des textes que nous avons regroupés ici, ainsi que la brève présentation des théories de l'État que nous venons de faire, ne constitue aucunement le mot de la fin sur le riche et complexe rapport entre l'État et la société d'aujourd'hui. Nous avons plutôt tenté d'alimenter et d'élargir un peu le débat, en y introduisant des contributions, écrites selon des perspectives différentes, pour ne pas dire complémentaires, sur des thèmes qui ont été moins approfondis que d'autres dans ce domaine passionnant et important des sciences sociales. Nous avons bien conscience que nous n'avons réussi qu'à effleurer la surface du problème, tant les avenues restent nombreuses et peu connues. Nous espérons toutefois que ces textes, et ce numéro dans son ensemble, serviront aussi à apporter des éléments supplémentaires au long et difficile processus de (re)construction de l'opinion publique que souhaitent plusieurs sociologues contemporains, et bon nombre d'autres spécialistes de la question du rapport entre État et société.